

La géopolitique du peuplement des Balkans

dimanche 5 mai 2019, par [Gérard-François DUMONT](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Gérard-François DUMONT](#), **La géopolitique du peuplement des Balkans**, *Diploweb.com*

: *la revue géopolitique*, 5 mai 2019.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Cet article étudie la géopolitique du peuplement des Balkans en suivant une démarche novatrice, qui s'affranchit de la logique d'une étude État par État, en analysant le peuplement non à partir des nationalités juridiques ou des États de résidence, mais à partir des nationalités (c'est-à-dire les Albanais, les Bulgares, les Croates, les Grecs, les Serbes...) quel que soit leur territoire étatique de résidence ou leur appartenance juridique. Il s'agit donc d'examiner les « groupes humains » présents dans les Balkans, indépendamment des frontières politiques intra-balkaniques. Avec en pied de page un bonus vidéo : Elargissement : quels candidats l'Union européenne doit elle - encore - accepter ?

COMME toute région du monde, les Balkans se caractérisent par un espace géographique et un peuplement. Ses limites géographiques sont souvent considérées comme celles des territoires que l'occupation de l'empire ottoman, pendant quatre siècles, éloigna du reste de [l'Europe](#). D'autres définitions s'appuient sur les régions ayant connu l'influence de l'église orthodoxe à l'époque byzantine, même si certaines populations ont été islamisées à partir du XIVe siècle. Ce simple essai de définition montre déjà plusieurs approches territoriales possibles. Choisissons ici comme limites des Balkans [1] neuf États, soit [l'Albanie](#), la Bosnie-Herzégovine, [la Bulgarie](#), la Croatie, la Grèce, [le Kosovo](#), la Macédoine, le Monténégro et la Serbie [2]. Quant au peuplement de cette région, en 1932 [3], Albert Londres, un maître du journalisme d'investigation, démontrait la grande difficulté à le comprendre. Est-il possible de le démentir ?

Dans ce dessein, étudions la géopolitique du peuplement des Balkans en suivant une démarche novatrice, qui s'affranchit de la logique d'une étude État par État, en analysant le peuplement non à partir des nationalités juridiques ou des États de résidence (les habitants de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, de la Croatie...), mais à partir des nationalités (c'est-à-dire les Albanais, les Bulgares, les Croates, les Grecs, les Serbes...) quel que soit leur territoire étatique de résidence ou leur appartenance juridique. L'angle adopté ici est celui de la nationalité, au sens courant d'usage dans différents pays [4], fondé sur une conception ethnique : un ensemble de caractères communs partagés par un groupe humain, très souvent la langue ou, tout particulièrement dans les Balkans, la religion. Il s'agit donc d'examiner les « groupes humains » présents dans les Balkans, indépendamment des frontières politiques intra-balkaniques. « Un groupe humain se définit comme un ensemble de personnes attachées au territoire où elles résident depuis longtemps, et ayant des caractéristiques qui les singularisent dans ce territoire où elles habitent [5]. » Or, l'existence de groupes humains exerce des effets, directement ou indirectement, sur les situations et évolutions géopolitiques internes et externes. L'étude supposerait également de considérer les diasporas [6] dans les Balkans, mais ces dernières y sont peu présentes, puisqu'une seule communauté de ce type compte une importance significative : les Turcs [7]. Il importe donc d'apprécier la répartition selon les nationalités, la plus ou moins grande compacité de leur peuplement et leur distribution selon les États.



Gérard-François Dumont
Dumont

Le territoire balkanique sans nationalité dominante

Comme dans de nombreuses autres régions du monde, il est difficile de déterminer exactement la population de chaque groupe humain des Balkans, et ce pour deux raisons principales. La première tient à ce que les déclarations d'appartenance nationale, lors des recensements, peuvent varier selon le type de questionnaire, le contexte politique du moment [8] ou le mode de dépouillement des opérations de recensement. La seconde raison tient au fait que les données sont toujours fournies à l'échelle des États et, donc, jamais à celle des nationalités. Les estimations de la répartition des nationalités dans les Balkans reposent donc sur l'addition des résultats des recensements de plusieurs États, recensements qui n'ont pas nécessairement lieu à la même date et dont les définitions utilisées, méthodes et renseignements donnés varient. Toutefois, les deux biais mentionnés ci-dessus sont à relativiser, car les Balkans ont une vieille tradition de recensements et les grandes nationalités sont assez clairement définies [9], d'où des résultats globalement acceptables [10].

Néanmoins, il ne faut pas omettre que l'histoire de cette région est aussi celle de contestations des nationalités déclarées de certains par d'autres. Par exemple, les Macédoniens ont longtemps été considérés par les nationalistes serbes et bulgares comme des Serbes ou des Bulgares, les Monténégrins comme des Serbes, les Bosniaques comme des Serbes ou des Croates islamisés... De fait, la désignation des nationalités semble autant une réalité de terrain (peuple qui s'affirme comme tel) qu'un instrument stratégique et politique.

Les Balkans, dans les limites des neuf États précisés ci-dessus, comptent 40,1 millions d'habitants en 2016 [11], soit un ordre de grandeur comparable à l'Espagne, ou à la Pologne, bien qu'inférieur au premier et supérieur à la seconde. L'examen de la répartition du peuplement des Balkans selon les nationalités montre d'abord l'absence d'une nationalité dominante. En effet, les effectifs de la nationalité la plus nombreuse, les Grecs, ne dépassent pas le quart de la population totale de la région. Deuxième constat : l'écart d'effectifs des Grecs avec la deuxième nationalité, les Serbes, est inférieur au tiers. Troisième constat : pas moins de cinq nationalités représentent chacune plus de 10 % de la population des Balkans : les Grecs, les Serbes, les Bulgares, les Albanais et les Croates.

Les trois principales nationalités

[Les Grecs](#), nationalité la plus nombreuse des Balkans, dépasse les 10 millions de personnes. Leur identité peut se résumer à leur caractère de populations non slaves s'étant libérées depuis le XIXe siècle d'une longue domination par l'empire ottoman et à leur religion très majoritairement chrétienne orthodoxe. En outre, les Grecs se distinguent par leur langue, écrite dans leur alphabet spécifique, issue du grec ancien.

Les Serbes forment la deuxième nationalité des Balkans et sont, avec 8 millions de personnes, le peuple slave le plus nombreux des Balkans. Comme les Grecs, une part de leur héritage est byzantin, et leur religion chrétienne orthodoxe. Mais ils se différencient des Grecs par leur langue slave, écrite normalement dans l'alphabet cyrillique, longtemps dénommée en France, mais à tort, serbo-croate. Dans l'État de Serbie, le serbe peut s'écrire avec deux alphabets, cyrillique et latin. Le cyrillique est utilisé par les journaux de référence. Les journaux en alphabet latin sont souvent plus généralistes, moins « élitistes » et plus « populaires », ou alors « progressistes ». Les deux alphabets sont quasiment bijectifs, c'est-à-dire que le passage de l'un à l'autre suit des règles mécaniques ; néanmoins, quelques mots font exception.

La troisième nationalité balkanique par le nombre, les Bulgares, comprend 6,5 millions d'individus. Ce groupe national slave parle une langue slave méridionale, le bulgare, qui s'écrit dans l'alphabet cyrillique [12]. Les Bulgares sont majoritairement de religion chrétienne orthodoxe. En 1870, l'église orthodoxe bulgare a rejeté la juridiction de Constantinople, dominée par les Grecs, dont elle dépendait auparavant, formant un Exarchat bulgare, c'est-à-dire une église autocéphale indépendante du Patriarcat de Constantinople. Cette séparation de près d'un siècle a pris fin lorsque la reconnaissance du patriarcat de Bulgarie par Constantinople a été officialisée en 1961. Autonome et dirigée par un patriarche, l'Église orthodoxe de Bulgarie est un élément important de l'identité nationale bulgare [13]. Elle a joué un rôle essentiel dans la préservation de la culture bulgare, à la fois lors de l'occupation ottomane et pendant le régime communiste. Finalement. Toutefois, une minorité de chrétiens de Bulgarie ne se considèrent pas orthodoxes, participant à des Églises catholiques de rite byzantin ou de rite latin.

Les caractéristiques linguistiques et religieuses des Albanais et des Croates

Les Albanais, avec 6 millions de personnes, constituent la quatrième nationalité la plus nombreuse des Balkans. Ils revendiquent le fait d'être des autochtones, descendant des Illyriens, peuple protohistorique des Balkans apparu au XXe siècle av. J.-C. Leur deuxième héritage culturel vient de Rome, la conquête de cette région par la République romaine débutant par la prise de Dyrrachium [14] en 229 av. J.-C. pour mettre fin à la piraterie en mer Adriatique. Situés notamment sur la zone de contact et d'affrontement entre catholicisme et orthodoxie, les Albanais se sont convertis majoritairement à l'islam au cours des quatre siècles de l'occupation ottomane, mais comptent une minorité chrétienne dont il est difficile de savoir si elle est albanaise ou grecque. Leur langue spécifique, l'albanais, s'écrit dans l'alphabet latin et n'a fait l'objet d'efforts notables de codification qu'à partir du milieu du XIXe siècle. C'est cette langue récemment unifiée qui est utilisée par la grande majorité des Albanais, quel que soit leur pays de résidence.

Dernière des cinq principales nationalités des Balkans, les Croates comptent 4,5 millions de personnes. Ce peuple slave se caractérise par son appartenance religieuse, avec une forte majorité catholique. Au plan linguistique, on a souvent pensé en France que les Croates partageaient la même langue que les Serbes, d'où la dénomination serbo-croate. En réalité, l'orthographe croate fut définitivement fixée et standardisée au milieu du XIXe siècle, sous l'impulsion notamment de Ljudevit Gaj, figure éminente du renouveau national croate. Le terme « serbo-croate » est certes souvent employé pour désigner indistinctement le croate et le serbe, mais c'est plutôt par mégarde ou par erreur, car il s'agit de deux langues différentes, bien que proches. Leur distinction ancienne, antérieure à l'instauration de la Yougoslavie (1918-1991), a perduré sous le régime communiste yougoslave (1945-1991) au sein duquel quatre langues officielles étaient reconnues : d'une part, le slovène et le croate, qui s'écrivent en caractères latins, et, d'autre part, le macédonien et le serbe, qui s'écrivent en caractères cyrilliques. Ces quatre langues apparaissaient simultanément sur les billets de banque yougoslaves en cours jusqu'en 1991. Pour des raisons moins linguistiques que politiques et idéologiques, la direction communiste yougoslave avait entrepris d'exploiter la proximité du serbe et du croate pour tenter de les fusionner en une langue unique au mépris de leurs traditions littéraires respectives. Ce projet resta sans lendemain : Croates et Serbes continuèrent à employer chacun leur langue, mais l'on observa une recrudescence de barbarismes et d'emprunts de part et d'autre. Le régime tenta toutefois d'imposer, avec un certain succès, l'appellation hybride de serbo-croate (en Serbie) et de croato-serbe (en Croatie). Depuis la transition démocratique en 1990, le croate est redevenu l'appellation de la langue officielle en Croatie.

Certes, le croate et le serbe demeurent deux langues voisines, permettant aux locuteurs des deux langues de communiquer sans grandes difficultés. Mais leur vocabulaire, s'il demeure proche, n'en diffère pas moins par plusieurs milliers de termes. Selon Claude Hagège, titulaire de la chaire de linguistique au Collège de France, le croate et le serbe forment donc deux langues distinctes [15], codifiées par deux grammaires propres ; cet auteur précise : « La différence entre le serbe et le croate n'est pas une plaisanterie [...] la désignation 'serbo-croate' de la tradition française reposait sur un malentendu. [...] et pas en seulement en France, il y avait de solides traditions reflétées par le terme 'serbo-croate' : pour les remettre en cause, il fallait un esprit qui accepte de s'ouvrir » [16].

Les Croates utilisent exclusivement l'alphabet latin, contrairement aux Serbes qui recourent selon les cas à l'alphabet cyrillique ou à l'alphabet latin. Leur différence d'alphabet résulte en grande partie du mode de christianisation des deux peuples : la plupart des Croates ont été et sont restés christianisés par l'Église catholique romaine tandis que les Serbes suivent par l'Église byzantine dite, après le schisme de 1053, orthodoxe.

L'appellation « Musulman » devenue « Bosniaque » et les Macédoniens

Aux cinq principales nationalités analysées ci-dessus s'en ajoutent d'autres, moins nombreuses, dont deux qui se distinguent par des effectifs supérieurs à un million de personnes. La première est le « peuple Musulman », intitulé créé pour le recensement de 1971 par Tito pour les Slaves qui ne se reconnaissent ni Croates ni Serbes. Il est généralement considéré que l'appellation « Musulman » ne signifie pas nécessairement une appartenance confessionnelle.

Depuis la fin du titisme, le terme utilisé est celui de « Bosniaques », parfois écrit en français Bochniaques, soit 2 millions de personnes environ. Plus précisément, en septembre 1993, la décision de l'abandon du nom de « Musulman » pour celui de « Bosniaque » au sujet de la nation des musulmans de Bosnie-Herzégovine, qui traduit une volonté de redéfinition de l'identité musulmane/bosniaque, est prise afin d'affirmer la transformation de la communauté musulmane bosniaque en nation souveraine. Ces Bosniaques sont des Slaves comme les Serbes et les Croates, mais convertis à l'islam pendant la période ottomane. Ils parlent une langue slave très récente, le bosniaque, écrite en alphabet latin. En effet, la langue bosniaque (*bošnjački*) peut être considérée comme datant du lendemain des accords de Dayton (1995) dans le but d'une différenciation avec les langues serbe et croate. En fait, les différences réelles proviennent de l'emploi de mots turcs (les « turquismes ») beaucoup plus présents dans le bosniaque que dans le serbe ou le croate.

La seconde nationalité d'importance moyenne concerne les Macédoniens, au nombre d'1,3 million d'individus. Ce peuple slave, parlant une langue slave écrite en alphabet cyrillique, est majoritairement de religion chrétienne orthodoxe. Leur connaissance historique doit notamment beaucoup à Albert Londres, dont les [articles](#) sur la « poudrière des Balkans » constituent le dernier livre [17].

Diverses nationalités à effectifs réduits

Après les cinq nationalités principales et les deux de taille moyenne, les autres comptent toutes moins d'un million de personnes. Parmi ces groupes, un seul, les Monténégrins, qui comprend au total 340 000 personnes, est majoritaire dans un État indépendant depuis 2006. Leur caractère national apparaît moins clair si l'on en juge par la différence du nombre des personnes se déclarant monténégrines selon les recensements et la forte évolution de cette nationalité lors du recensement de 2003 [18]. Les Monténégrins utilisent une langue slave proche du serbe, le monténégrin normalisé dans les années 1990, écrit en alphabet cyrillique. Ils sont majoritairement de religion chrétienne orthodoxe. Leurs différences avec les Serbes résultent essentiellement de raisons politiques.

La présence d'autres nationalités dans les Balkans tient à des héritages politiques et à des mouvements migratoires : la plus importante d'entre elles est constituée par les Turcs, soit 950 000 personnes, musulmans de langue turque. Puis vient une autre nationalité qui ne fait référence à aucun État éponyme : les Roms, 540 000 *a minima* [19]. Enfin, de nombreuses autres minorités, donc moins nombreuses, existent, comme les Hongrois (surtout présents dans la province serbe de Voïvodine), les Aroumains (Valaques en Épire), les Pomaques (généralement musulmans en Bulgarie et en Grèce), les Arméniens, les Juifs... Il résulte de l'absence de nationalité dominante dans les Balkans deux voies possibles inverses : soit l'instauration de modes pacifiques de cohabitation, donc une volonté de rapprochement balkanique, soit des tensions nourries. Ces dernières peuvent provenir d'une situation géopolitique interne aux Balkans, avec d'éventuelles alliances changeant en fonction du contexte géopolitique, les alliés du moment pouvant devenir les ennemis de demain. Elles peuvent aussi tenir davantage à des facteurs géopolitiques externes aux Balkans, sous l'effet des interventions et des rivalités entre grandes puissances. Combinant ces deux effets, le cycle de tensions du début du XXe siècle, considéré comme l'une des causes de la Première Guerre mondiale, conduit à user du terme « balkanisation », mot s'appliquant à une région connaissant un morcellement territorial considéré comme ayant des conséquences néfastes.

Mais, pour prendre la mesure de ce morcellement, il ne faut pas en rester à l'échelle des nationalités, avec leurs distinctions complexes et parfois discutables. Il convient aussi de considérer le plus ou moins grand degré d'unicité de chaque nationalité, c'est-à-dire leur degré d'unicité.

Des différences d'unicité selon les nationalités

Les Grecs apparaissent comme la nationalité à la plus forte unicité. Leur alphabet spécifique les distingue clairement des autres peuples. Ils peuvent se prévaloir d'avoir été le premier peuple balkanique à acquérir son indépendance dès 1830 en se libérant du joug de l'empire ottoman. Quatre autres principales nationalités, toutes slaves, les Bulgares, les Serbes, les Croates et les Bosniaques, présentent aussi un degré d'unicité élevé, même si elles connaissent des différences régionales, notamment selon l'État où elles résident majoritairement.

En revanche, une nationalité, les Albanais, se caractérise par une certaine hétérogénéité, principalement ethnique. En effet, les Albanais se partagent traditionnellement en deux groupes, géographiquement séparés à l'origine par le fleuve Shkumbin : les Guègues au Nord, incluant les Kosovars et la majorité des Albanais de Macédoine, et les Tosques au Sud, incluant des Albanais méridionaux de Macédoine autour de Bitola. Les premiers sont présentés comme des montagnards, ayant longtemps vécu isolément, respectant un droit coutumier et disposant d'une organisation tribale qui leur a permis de surmonter la rudesse de leur enclavement géographique. Les seconds, habitant originellement des plaines et vallées, avaient davantage de tradition d'ouverture. À la variété d'origine géographique s'ajoutent des différences entre les dialectes méridionaux (ou tosques) et septentrionaux (ou guègues). Toutefois, le processus d'unification de la langue albanaise, désormais utilisée par la grande majorité des Albanais, a été, semble-t-il, davantage influencé par les dialectes méridionaux (ou tosques).

En outre, des différences existent entre les Albanais d'Albanie et ceux du Kosovo au plan culturel et, dans une moindre mesure, linguistique. Faute de pouvoir transcender ces différences, les Albanais ont eu un poids politique longtemps réduit dans les Balkans. Effectivement, ils ont acquis des indépendances étatiques tardivement par rapport aux autres nationalités : la proclamation de l'indépendance de l'Albanie advient en 1912 et se trouve reconnue par les grandes puissances en 1913, mais avec un périmètre étatique restreint, issu des marchandages de la conférence des ambassadeurs à Londres. Quant à l'indépendance du Kosovo, elle est encore plus récente (2008) et, en 2017, faute d'une reconnaissance internationale suffisamment large, le pays n'est pas membre de l'ONU. En termes d'unicité, ce sont donc les Albanais qui apparaissent dans une situation géopolitique moins favorable que les autres nationalités des Balkans.

Nationalités mono-étatiques ou pluri-étatiques

Une des caractéristiques des Balkans tient à la différenciation entre territoires étatiques et territoires des nationalités. Trois types de répartition étatique des nationalités des Balkans peuvent être distingués.

Le premier correspond aux trois nationalités balkaniques pluri-étatiques, essentiellement en raison de leur caractère transfrontalier. Parmi elles, la nationalité qui compte le plus grand nombre de ses membres en dehors des frontières de son État éponyme est celle des Albanais, à

géographie quadri-étatique. En effet, seulement la moitié des Albanais des Balkans vivent en Albanie. La plus forte concentration d'Albanais en dehors de l'État éponyme se retrouve au Kosovo (plus des neuf dixièmes de la population) et en Macédoine (un quart de la population), ainsi qu'en Grèce sous l'effet d'émigrations récentes. Cette inadéquation entre les frontières de l'État albanais et la nation albanaise explique en partie les conflits armés dans les territoires où les Albanais étaient majoritaires. Au Kosovo, sous souveraineté de l'État yougoslave puis de l'État serbe, la domination numérique des Albanais leur a permis de proclamer l'indépendance, conséquence également de la guerre de 1999, qui a vu l'intervention de l'OTAN, venue officiellement « défendre » les Albanais face aux tentatives serbes de contrôle du territoire.

En Macédoine, la minorité albanaise est entrée en rébellion armée contre le pouvoir central en 2001, ce qui a abouti à un statut d'autonomie suite aux accords d'Ohrid. Mais certains nationalistes albanais revendiquent un projet de Grande Albanie qui regrouperait le Kosovo, l'Albanie et la partie albanaise de la Macédoine.

La deuxième nationalité pluri-étatique, essentiellement tri-étatique, concerne les Serbes. Trois quarts d'entre eux vivent en Serbie. D'autres Serbes, au nombre de 1,4 million de personnes, vivent en Bosnie-Herzégovine, où ils pèsent un gros tiers de la population totale de cet État. Ensuite, les Serbes sont 200 000 au Monténégro, où ils représentent une part proche de celle constatée en Bosnie. En Croatie, les effectifs de Serbes sont identiques mais ils ne constituent plus que 4,5 % de la population, leur présence dans ce dernier pays s'étant réduite par suite des guerres de l'ex-Yougoslavie. Au Kosovo, les Serbes sont désormais moins de 100 000, concentrés dans des enclaves, constituant 5 % de la population totale. Pour les Serbes, comme ci-dessus pour les Albanais, une inadéquation se constate entre le territoire étatique de la Serbie et le peuplement serbe dans les Balkans. Le risque existe donc que les tensions dues à cette situation se pérennisent, au moins dans une partie de l'ex-Yougoslavie.

Enfin, une troisième nationalité, les Monténégrins, est plutôt bi-étatique : les trois quarts des Monténégrins habitent au Monténégro, soit un pourcentage proche de celui constaté pour les Serbes en Serbie, le reste des Monténégrins se trouvant principalement en Serbie, soit 70 000 personnes, ce qui est faible pour la Serbie, mais un pourcentage significatif de la totalité des Monténégrins des Balkans.

Le deuxième type de répartition étatique des nationalités des Balkans concerne deux nationalités au caractère partiellement transfrontalier. À la concentration importante de leur population dans un État éponyme s'ajoute une communauté dans un État limitrophe. Ainsi, 87 % des Croates habitent en Croatie, État dans lequel ils représentent près de 90 % de la population. Cependant, d'autres Croates habitent dans l'État voisin de Bosnie-Herzégovine, où ils sont estimés à un demi-million, soit 14 % de la population. Il existe aussi une petite communauté de 70 000 Croates en Serbie, soit à peine 1 % de la population totale de cet État.

Une seconde nationalité, les Bosniaques, est partiellement transfrontalière. Certes, elle vit à 90 % en Bosnie-Herzégovine, État dans lequel les Bosniaques forment la nationalité la plus nombreuse et forme la moitié de la population. Mais une concentration secondaire de Bosniaques habite dans l'État serbe.

Un troisième et dernier type de répartition étatique des nationalités des Balkans en concerne

trois, essentiellement mono-étatiques, donc comprises à plus de 95 % au sein des frontières d'un seul État. La première nationalité de ce troisième type est celle des Grecs. En effet, la quasi-totalité des Grecs des Balkans vivent en Grèce, où ils représentent 92 % de la population du pays. La Grèce constitue donc, dans cette région du monde, un pays où le territoire de l'État correspond le plus à celui d'une nationalité très largement dominante. Ce phénomène s'est accentué car la petite minorité grecque vivant dans le sud de l'Albanie, s'est réduite sous l'effet d'une émigration vers la Grèce depuis la chute du communisme albanais.

Les Bulgares forment la deuxième nationalité des Balkans largement mono-étatique, puisque 99 % des Bulgares vivent en Bulgarie, où ils représentent 83 % de la population. La correspondance entre le peuplement bulgare et les frontières de la Bulgarie est très largement en adéquation, puisque la principale minorité de ce pays, turque, n'est pas compacte au plan territorial [20].

Quant aux Macédoniens, 97 % d'entre eux vivent en Macédoine, mais ils y constituent un peu moins des deux tiers de la population du pays. L'État macédonien compte donc un peuplement dont l'éventail plurinational est beaucoup plus large que celui de la Bulgarie ou de la Grèce. Le peuplement des Balkans combine un ensemble de facteurs rendant la situation complexe. En effet, aucune nationalité n'est dominante. Leur homogénéité apparaît inégales. Plusieurs des nationalités balkaniques présentent un caractère transfrontalier. Ainsi, les différents aspects du peuplement balkanique offrent plusieurs combinaisons possibles selon que l'on considère la distribution géographique des nationalités, leurs langues, leurs alphabets, leurs appartenances étatiques, leurs relations respectives avec des pays extérieurs aux Balkans... Le peuplement balkanique présente donc incontestablement un kaléidoscope géopolitique, dont l'analyse impose d'écarter toute simplification. En particulier, lorsque les conditions d'inclusion des groupes humains minoritaires dans les différents États ne sont pas considérées comme satisfaisantes, le caractère transfrontalier de certaines nationalités balkaniques, principalement les Albanais et les Serbes, peut être, comme l'histoire l'enseigne, un facteur de tensions géopolitiques.

Dans ce contexte, comment penser le futur des Balkans ? Sera-t-il dans la continuité des siècles précédents, c'est-à-dire source d'affrontements, ou la situation géopolitique peut-elle connaître une certaine stabilisation ? Cette dernière évolution ne pourrait se produire que si l'ensemble des pays membres de la région devenait clairement partenaire de l'Union européenne, voire y adhérerait, ce qui permettrait d'ancrer l'ensemble du territoire dans un espace fort pacifié [21]. Cela supposerait, tant en respectant les différences réelles, historiques, linguistiques ou religieuses, de les transcender par la reconnaissance d'un universel commun qui est l'appartenance à une région européenne méridionale en position de carrefour. Cela reviendrait à proposer aux Balkans d'opérer [un choix essentiellement européen, ce qui suppose une condition : que l'Union européenne se donne les moyens d'assurer la paix et la stabilité dans cette région, et qu'elle ait la capacité d'écarter les risques d'intrusion, voire de déstabilisation susceptibles de venir d'autres puissances.](#) Car, en dépit de leur assez faible niveau économique, les Balkans, notamment du fait de leur position géographique et de leur spécificité culturelle, suscitent un fort intérêt géopolitique de nombreux pays étrangers, dont la Turquie [22], la Russie, l'Arabie saoudite et même la Chine.

Copyright 2018-Dumont/Diploweb.com

Bibliographie

Boulanger, Philippe, *La Bosnie-Herzégovine : une géopolitique de la déchirure*, Karthala, Paris, 2003.

Chalard, Laurent, « Le dépeuplement de l'Albanie », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1061, mai-juin 2007.

Chalard, Laurent, « La diversité des populations en Europe. Quelle géographie ? », *Population & Avenir*, n° 698, mai-juin 2010.

Cattaruzza, Amaël, « Le recensement dans les Balkans, enjeu politique », *Population & Avenir*, n° 672, mars-avril 2005.

Cattaruzza, Amaël, Chaveneau, Emmanuelle, « L'ex-Yougoslavie dix ans après Dayton : un nettoyage ethnique insidieux », *Population & Avenir*, n° 672, mars-avril 2005.

Dumont, Gérard-François, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007.

Dumont, Gérard-François ; Sougareva, Marta ; Tzekov, Nikolai, « La Bulgarie en crise démographique », *Population & Avenir*, n° 671, janvier-février 2005.

Kotzamanis, Boris ; Parant, Alain ; Sardon, Jean-Paul (direction), *La démographie des Balkans, sources et données*, Aidelf, 1998.

Prevelakis, Georges, *Les Balkans. Cultures et géopolitique*, Nathan, Paris, 1994.

Prevelakis, Georges, *Géopolitique de la Grèce*, Complexe, 2006.

Rapper, Gilles de, Sintès, Pierre (eds), *Nommer et classer dans les Balkans*, École française d'Athènes, 2008.

Sardon, Jean-Paul (dir), « Les populations des Balkans ». Numéro spécial de la revue *Espace, Populations, Sociétés*. 2004-3.

Sivignon, Michel, *Les Balkans : une géopolitique de la violence*, Paris, Belin, 2009.

Troude, Alexis, *Géopolitique de la Serbie*, Paris, Ellipses, 2006.

Plus

Cet article de Gérard-François Dumont est extrait du livre :

[Pierre Verluise, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. A l'heure du Brexit", éd. Diploweb via Amazon](#)

COMMENT comprendre l'Union européenne à l'heure du Brexit ? Longtemps réputée attractive, l'UE paraît parfois répulsive depuis quelques années. Certes, voici longtemps déjà la Norvège et la Suisse - chacune à leur façon - refusaient le processus d'adhésion, suivies récemment par l'Islande. Depuis quelques années, ce sont des pays déjà membres de l'UE qui semblent prendre leur distance avec les valeurs de la construction européenne, dont la Hongrie et la Pologne. La défiance marquée par le référendum de juin 2016 en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE - le *Brexit* - oblige à dépenser une énergie politique considérable pour trouver le meilleur compromis. Avec un Brexit effectif, l'UE perdrait 5,4 % de sa superficie, 12,91 % de sa population et 15,16% de son PIB. La sortie de Londres lèverait des ambiguïtés destructrices quant à sa participation à l'UE, mais il semble difficile de prétendre que l'UE en sortirait immédiatement plus puissante. L'apport des candidats des Balkans occidentaux ne saurait en rien compenser ce départ. Quant à la Turquie, tant à Ankara

qu'à Bruxelles, rares sont ceux qui croient encore à la finalisation rapide de sa candidature. De façon répétée, la faible participation des citoyens de l'UE aux élections pour le Parlement européen fait craindre une fragilisation de leur adhésion au processus de la construction européenne. Pendant ce temps, la Russie sort de ses frontières en Géorgie (2008-) et en Ukraine (2014-). Et le nouveau président des États-Unis, Donald Trump (2017-) souffle le chaud et le froid sur ses alliés européens.

Dans le tourbillon de l'actualité, comment disposer de lignes de compréhension de cet ensemble évolutif ? [Nous avons rassemblé pour cet ouvrage des experts qui apportent des éclairages sur des fondamentaux de l'Histoire, la Géographie et la Géopolitique de l'Union européenne. La première partie présente les forces et les ambiguïtés de deux des pays moteurs de la construction européenne, l'Allemagne et la France. La deuxième se penche sur des pays de l'Europe méditerranéenne et balkanique, déjà membres ou candidats. La troisième fait un point approfondi sur le fonctionnement de l'UE avec l'extérieur. Enfin, la quatrième partie présente de grands dossiers de l'UE et de ses partenaires de l'OTAN, dont la relation avec les États-Unis, le Brexit, et la Turquie.](#)

Ces auteurs apporteront à chacun une expertise formulée de façon pédagogique. Vous pourrez ainsi mieux mettre en perspective les soubresauts de l'actualité, donner de la profondeur à votre analyse.

Dirigé par Pierre VERLUISE, docteur en géopolitique de l'Université de Paris - Sorbonne, chargé de cours à la Sorbonne et professeur en CPGE, chercheur associé à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), auteur, co-auteur ou directeur d'une trentaine d'ouvrages, fondateur du Diploweb.com et directeur de ses publications. Avec des contributions de : Patrick ALLARD, Alexandre ANDORRA, Pierre BERTHELET, Cyrille BRET, Jean-François DREVET, Gérard-François DUMONT, Patrice GOURDIN, Boris GRÉSILLON, Fabien LAURENÇON, Maxime LEFEBVRE, Jacques LERUEZ, Catherine LUTARD-TAVARD, Georges PRÉVÉLAKIS, Quentin WEILER et Pierre VERLUISE. Préparation du manuscrit : Estelle MÉNARD et Pierre VERLUISE.

[Voir le livre dirigé par Pierre Verluise, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. À l'heure du Brexit" éd. Diploweb, via Amazon.](#)

Bonus vidéo. Elargissement : quels candidats l'Union européenne doit elle - encore - accepter ?

Après sept élargissements, l'Union européenne reconnaît officiellement 5 candidats (Albanie, Macédoine, Monténégro, Serbie, Turquie) et 2 candidats potentiels (Bosnie-Herzégovine, Kosovo). Quels candidats l'UE doit elle - encore - accepter ? Une question - un peu provocante - mais nécessaire pour que les citoyens puissent légitimement débattre. Cette vidéo permet d'étendre dans le temps et dans l'espace cette Consultation citoyenne organisée à Paris. Elle permettra probablement de nourrir de nouveaux débats, en d'autres lieux, avec d'autres citoyens.

P.-S.

Recteur, Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne, Gérard-François Dumont est Président de la revue *Population & Avenir*. Auteur de *Démographie politique : Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses. Co-auteur avec Pierre Verluise de *Géopolitique de l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural* (PUF).

Notes

[1] Rappelons que le nom « Balkan », provenant du turc qui signifie « montagne », désignait à l'origine uniquement la chaîne de montagne bulgare, avant d'être étendu à l'ensemble de la péninsule balkanique.

[2] Cette définition exclut donc une des anciennes républiques de l'ex-Yougoslavie, la Slovénie, qui se rattache à l'Europe centrale et au monde alpin, ainsi que la Roumanie. En outre, cet article ne prend pas en compte la Turquie d'Europe, qui correspond à seulement une petite partie d'un pays d'Asie occidentale, selon la classification de l'ONU.

[3] Londres, Albert, *Les Comitadjis* (1932), Paris, coll. « Motifs », Le serpent à plumes, 1997.

[4] Sur le cas de la Russie, cf. Wackermann, Gabriel (Direction), *La Russie*, Paris, Ellipses, 2007.

[5] Dumont, Gérard-François, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007, p. 209.

[6] Sur la différence de nature entre les groupes humains et les diasporas et donc de leurs effets géopolitiques, *ibidem*.

[7] Par exemple, les Turcs vivant en Grèce, tout particulièrement en Thrace occidentale, ont effectivement un comportement diasporique. Il revendiquent leur turcité et ont choisi par exemple, ce que permettaient la convention d'échange du 3 janvier 1923 puis le traité de Lausanne du 24 juillet 1923, d'appliquer la charia islamique comme droit de la famille et non le droit de la famille de la Grèce.

[8] Par exemple, se déclarer « Serbe » en 2003 au Monténégro n'est pas nécessairement un critère d'affirmation identitaire, mais le symbole du rejet du parti indépendantiste au pouvoir et, donc, de l'attachement à la Serbie. Cf. Cattaruzza, Amaël, « Le recensement dans les Balkans, enjeu politique », *Population & Avenir*, n° 672, mars-avril 2005.

[9] Néanmoins, il faut signaler le problème des couples mixtes, assez nombreux dans l'ex-Yougoslavie, d'où certaines personnes ayant une identité pluriethnique.

[10] Concernant le cas de la Macédoine, Jean-Paul Sardon montre que les résultats concernant l'appartenance ethnique sont fiables au niveau national, même si localement, il

peut y avoir des variations importantes d'un recensement à l'autre. Cf. Sardon, Jean-Paul, « À propos de quelques biais de déclaration de l'appartenance ethnique dans les Balkans », Démographie et Cultures - XV^e colloque de l'Aidelf. Québec - 25-29 août 2009.

[11] Sardon, Jean-Paul, « La population des continents et des pays », Population & Avenir, n° 730, novembre-décembre 2016, www.population-demographie.org/revue03.htm.

[12] Toutefois, nombre de plaques de rues de Sofia indiquent leurs noms selon l'alphabet cyrillique et l'alphabet latin. Le livre de prières de la principale église catholique de Sofia comprend également les textes selon l'alphabet cyrillique et l'alphabet latin, mais aussi dans d'autres langues (surtout pour les touristes de passage).

[13] Symbolisée par le monastère de Rila, « le monument le plus réputé de l'architecture et de la culture bulgare », à 120 km au sud de Sofia, comprenant une tour du XIV^e siècle.

[14] Aujourd'hui Durrës, la deuxième ville d'Albanie en nombre d'habitants.

[15] Cf. également l'analyse linguistique d'un Croate : Kacic, Miro, Le croate et le serbe : illusions et falsifications, Paris, éd. Honoré Champion, Bibliothèque de grammaire et de linguistique, 2000. D'autres affirment que les différences entre le serbe, le croate et le bosnien sont minimales. Cf. Garde, Paul, « Les mythes et les mots. Comment lire l'histoire des Slaves du sud », p. 15, dans : Gerverau, Laurence et Tomic, Yves (dir.), De l'unification à l'éclatement. L'espace yougoslave, un siècle d'histoire, Nanterre, Musée d'histoire contemporaine—BDIC, 1998 (le serbe, croate et bosnien ne se distinguent que par des détails lexicaux ou stylistiques qui ont très peu d'importance pour la compréhension) ; Thomas, Paul-Louis, « La désintégration de la Yougoslavie et la question linguistique », p. 227, dans : Gerverau, Laurence et Tomic, Yves (dir.), De l'unification à l'éclatement, 1998 : ces trois appellations linguistiques - le serbe, le croate et le bosniaque - se réfèrent à un système linguistique unique dont l'ossature, la syntaxe et le système morphologique (déclinaisons, conjugaisons, etc.) sont les mêmes. Il existe certes des différences phonétiques, mais celles-ci sont minimales et n'empêchent pas la compréhension réciproque entre les nations.

[16] Cahiers croates, Paris, 1998.

[17] Précisément, Albert Londres se rend à Sofia en 1931 alors que la Bulgarie du roi Boris II est secouée par des affrontements entre terroristes et contre-terroristes : une guerre civile larvée oppose de manière chronique communistes, révolutionnaires et ligues fascistes des Balkans. Albert Londres rencontre notamment le chef de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne, association clandestine d'opposants que l'on appelle aussi les Comitadjis. Cf. Londres, Albert, Les Comitadjis (1932), Paris, coll. « Motifs », Le serpent à plumes, 1997.

[18] Parant, Alain ; Penev, Goran ; Remikovic, Snezana, « Les Monténégrins au Monténégro : majoritaires hier, minoritaires demain ? », Démographie et Cultures - XV^e colloque de l'Aidelf. Québec - 25-29 août 2009.

[19] Traditionnellement, cette minorité est difficile à recenser et leur nombre est souvent sous-estimé par les États.

[20] Dumont, Gérard-François ; Sougareva, Marta ; Tzekov, Nikolai, « La Bulgarie en crise démographique », Population & Avenir, n° 671, janvier-février 2005, www.population-demographie.org.

[21] S'il le demeure, car les tensions internes de nature conflictuelle ne peuvent être niées ; cf. Dumont, Gérard-François, Verluise, Pierre, Géopolitique de l'Europe : de l'Atlantique à l'Oural, Paris, PUF, 2016.

[22] Premier pays à reconnaître l'indépendance du Kosovo en 2008.